



FÉDÉRATION SYNDICALISTE FORCE OUVRIÈRE DE LA COMMUNICATION
France Télécom – Orange

COM

60 rue Vergniaud
75640 Paris CEDEX 13
www.fo-com.com
telecoms@fo-com.com

La Lettre

GPEC

N° 7/AVRIL 2009

Accord GPEC

Pour FO c'est NON !

**LA NÉGOCIATION,
C'EST NOTRE FORCE**

La négociation sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences a débuté il y a plus d'un an. Déjà en septembre 2008, FO a tenté de réveiller les esprits. Nous avons refusé de poursuivre les négociations sur les bases d'un texte GPEC permettant aux directeurs territoriaux, de division et de filiales de continuer :

- à baisser les effectifs de l'entreprise dans le cadre de négociations de gré à gré, à l'abri des regards,
- à ne pas garantir de réels droits aux salariés dont les métiers déclinent ou aux salariés victimes de délocalisation de leurs activités.

Lors de la reprise des négociations en Février 2009 la direction a certes allégé le texte, mais n'a rien changé fondamentalement. Les mobilités forcées et les restructurations désastreuses planent sur ce texte. Les conditions d'accompagnement restent encore et toujours, bien nébuleuses.

Malgré un nombre considérable d'heures de négociation, l'ultime version proposée pour la séance de clôture et de signature est encore très loin de répondre aux attentes des salariés et de leurs représentants.

C'est pourquoi, FO ne signe pas l'accord GPEC. Les autres syndicats, eux aussi ont refusé de signer.

Désormais, l'objectif de FO est de poursuivre la négociation sur le télétravail, d'ouvrir le plus rapidement possible une négociation sur l'emploi des seniors et sur les mesures en faveur des deuxièmes parties de carrières.

Enfin, FO revendique l'ouverture d'une négociation sur l'insertion des jeunes avant l'été.

La négociation nous la revendiquons, nous la pratiquons, nous la connaissons, c'est notre force.

France Télécom doit comprendre que la négociation ne peut se faire sans « donner du grain à moudre », et du grain à moudre, à France Télécom il y en a. Reste à savoir ce que la direction veut en faire et quel niveau de dialogue social elle souhaite maintenir.